**Conférence de presse sur :**

**La situation de l’économie nationale en 2018 et ses perspectives en 2019**

**Budget Economique Exploratoire 2019**

Casablanca, le 10 Juillet 2018

**Le Haut Commissariat au Plan élabore le Budget Economique Exploratoire 2019 qui présente une révision de la prévision de la croissance économique nationale en 2018, ainsi que les perspectives pour l’année 2019. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux acteurs socio-économiques de prendre conscience de l'évolution économique prévisible en 2019. Il constituera, également, un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques alternatifs dans le cadre de la Loi de Finances 2019.**

**L’élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, établies par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l’OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Ce budget tient compte également des données de la comptabilité nationale, des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan. Il se base aussi sur les données monétaires, issues de Bank Al Maghrib, les données financières fournies par le Ministère de l’Economie et des Finances et aussi sur les statistiques des échanges extérieurs fournies par l’Office des Changes.**

**Les prévisions pour l’année 2019 sont basées sur la réalisation d’une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2018/2019 et la reconduction, durant l’année 2019, de la politique budgétaire de l’Etat mise en vigueur en 2018.**

**Les perspectives présentées ci-après seront modifiées lors de l'élaboration du budget économique prévisionnel 2019, qui sera publié au mois de Janvier prochain pour tenir compte des actions de politiques économiques retenues dans la Loi de Finances 2019, ainsi que des évolutions éventuelles que connaîtrait l'environnement économique national et international.**

**Principaux indicateurs macroéconomiques en 2018 et en 2019**

* Léger ralentissement de la croissance économique à 2,9% en 2019 au lieu de 3,1% en 2018 et 4,1% en 2017;
* Repli de la valeur ajoutée du secteur primaire de 0,3% en 2019 au lieu d’une hausse de 3,1% en 2018;
* Légère reprise du rythme de croissance de la valeur ajoutéenon agricole, passant de 2,8% en 2017 à 3,1% en 2018 et 3,2% en 2019;
* Hausse de l’inflation, exprimée par le niveau général des prix, passant de 0,8% en 2017 à 1,7% en 2018 avant de revenir à 1,3% en 2019;
* Tendance haussière du déficit commercial, passant de 17,9% en 2017 à 18,5% du PIB en 2018 et à 18,7% en 2019;
* Quasi stagnation du taux d’épargne nationale autour de 28,7% en 2018 et 2019 ;
* Consolidation de l’investissement à 32,8% du PIB en 2018 et 32,5% en 2019;
* Légère accentuation du besoin de financement, passant de 3,7% du PIB en 2017 à 4,1% en 2018 et 3,9% en 2019;
* Légère accentuation du déficit budgétaire, passant de 3,4% en 2017 du PIB à 3,9% en 2018 et à 3,6% en 2019;
* Légère accentuation du taux d’endettement global passant de 82% du PIB en 2017 à82,6% du PIB en 2018 et 82,9% en 2019. Celui du Trésor serait d’environ 65,7% du PIB en 2018 et 65,9% en 2019.

1. **Le contexte international:**

Selon les dernières perspectives économiques internationales, l'expansion mondiale continuerait de s'affermir en 2018 et 2019 avec un taux de croissance de 3,8%, après 3,7% en 2017 et 3,2% en 2016[[1]](#footnote-2). Cette croissance serait portée à la fois par les pays avancés et les économies émergentes. Le programme de relance budgétaire aux États-Unis et la consolidation de la demande intérieure dans la zone Euro devraient permettre le raffermissement de la croissance des économies avancées qui atteindrait 2,2% et 2% en 2018 et 2019 respectivement. De leur côté, les pays émergents continueraient de réaliser une croissance solide avec un taux de 4,5% en 2018 et 4,7% en 2019, suite notamment au renforcement de l’activité dans les pays exportateurs de matières premières.

Toutefois, ces perspectives pourraient être hypothéquées, selon les organismes internationaux,[[2]](#footnote-3) par plusieurs risques. Il s’agit notamment de la hausse du prix de pétrole qui pourrait alimenter l’inflation, de la vulnérabilité des marchés financiers entrainant un durcissement des conditions financières et des risques géopolitiques qui demeurent substantiels. En outre, ces perspectives devraient subir à moyen terme, les effets négatifs de l’augmentation du protectionnisme commercial.

**Aux Etats Unis**, la croissance économique devrait passer de 2,3% en 2017 à 2,7% en 2018 puis à 2,5% en 2019. Ceci s’explique par un affermissement de la demande extérieure, et par l’impact macroéconomique attendu de l’augmentation des dépenses publiques et d’une importante réforme fiscale, en particulier la baisse d’impôts. Ces mesures devraient renforcer la dynamique de la demande intérieure alimentée par une confiance robuste et de solides créations d'emplois. De son côté, la normalisation progressive de la politique monétaire, devrait se poursuivre, faisant remonter les taux d'intérêt, sur fond de resserrement du marché du travail et de redémarrage de la hausse des salaires et des tensions inflationnistes.

Dans **la zone euro,**  la croissance économique de 2,1% en 2018 serait portée par le dynamisme de la demande intérieure. La consommation privée devrait bénéficier de nouvelles améliorations du marché du travail et l’investissement privé serait soutenu par des taux d’intérêt bas et des conditions d’octroi des prêts favorables. Toutefois, l’activité économique de la zone enregistrerait en 2019 un taux de croissance en léger ralentissement de 1,7% en liaison notamment avec les effets de l’augmentation du protectionnisme commercial et le resserrement de la politique monétaire aux Etats Unis.

En revanche, la croissance **au Japon** devrait ralentir progressivement à 1% en 2018, puis à 0,8% en 2019 après un taux supérieur à la tendance de 1,7% enregistré en 2017. Hormis le recul du soutien de la politique budgétaire, ce ralentissement s’explique également par la baisse de l’effet positif des investissements en infrastructures. Toutefois, l’économie nipponne devrait rester soutenue par la persistance des taux d’intérêt bas, par l’augmentation de l’investissement privé ainsi que par une demande extérieure vigoureuse.

**Quant aux pays émergents et en développement** (PED), la croissance agrégée devrait encore s’affermir, avec une expansion dans les pays émergents d’Asie et d’Europe, et une reprise dans les pays exportateurs de produits de base après trois années de faiblesse. Ainsi, la croissance économique globale de ces pays devrait passer de 4,3% en 2017 à 4,5% en 2018 et à 4,7% en 2019.

L’économie **Indienne** réaliserait une forte croissance de 7,3% en 2018 et 7,5% en 2019 du fait de la poursuite de l’exécution des réformes structurelles qui accroitraient la productivité et encourageraient l’investissement privé. Quant à l’économie **Russe**, elleconnaitrait un retour àla croissance, avec 1,5% en 2018 et 1,8% en 2019, sous l’effet du dynamisme des exportations de pétrole, de l’assouplissement de la politique monétaire et du regain de confiance des chefs d’entreprises. De même, la croissance au **Brésil** continuerait de s’améliorer pour atteindre 2,3% en 2018 et 2,5% en 2019, grâce à l’augmentation de la consommation privée et de l’investissement. Toutefois l’économie **Chinoise** connaîtrait un ralentissement graduel de sa croissance, passant de 6,9% en 2017 à 6,5% en 2018 et 6,3 % en 2019, sous l'effet d'une réduction progressive des stimuli monétaires et budgétaires.

Dans ces conditions, le **commerce mondial** poursuivrait son dynamisme, quoi qu’en léger ralentissement, avec une croissance de 4,3% et 4,2% respectivement en 2018 et 2019 au lieu de 4,8% en 2017. Cette évolution serait due à la reprise de l’investissement dans les pays avancés mais qui serait plus prononcée dans les pays émergents et en développement du fait d’une hausse de l’investissement dans les pays exportateurs de produits de base précédemment en difficulté.

Au niveau du marché des matières premières, **les cours du pétrole**, qui avaient chuté en 2014, devraient reprendre leur tendance haussière pour atteindre près de 70 dollars en 2018 et en 2019 au lieu de 54,4 dollars enregistrés en 2017. En plus des effets de la hausse de la demande mondiale, cette évolution serait impactée également par les ruptures d’approvisionnement inattendues de l’offre émanant principalement des Etats-Unis et du Venezuela, et qui pourraient s’accentuer suite aux tensions géopolitiques en Iran.

De leur côté, les **prix des matières premières hors énergie**, s’accroitraient de 5,1% en 2018 et se stabiliseraient en 2019. Dans ce contexte, l'inflation globale connaitrait une hausse dans de nombreuses économies avancées passant de 1,7% en 2017 à 2% en 2018 et à 1,9% en 2019. Dans les économies de marché émergentes, l'inflation resterait élevée avec 4,4% en 2018 et 4,3% en 2019. Dans ces conditions, la parité eurodollar devrait afficher une légère reprise pour atteindre une valeur de 1,19 en 2018 et en 2019 au lieu de 1,13 en 2017.

1. **Situation économique nationalE en 2018**

Les prévisions de la croissance économique pour l’année 2018, établies initialement dans le budget économique prévisionnel publié au mois de Janvier de l’année en cours, sont révisées à la hausse sous l’effet conjugué des bons résultats de la campagne agricole 2017-2018 et de la reprise des activités secondaires et tertiaires. Toutefois, l’année 2018 connaitrait une légère accentuation des déficits interne et externe.

* **Les composantes de l’offre**

**Le secteur agricole** devrait évoluer sous de bonnes perspectives en 2018, malgré le retard des précipitations qui a caractérisé le début de la campagne 2017/2018. Les conditions climatiques favorables, avec un cumul pluviométrique de 370 mm vers la fin du mois d'avril, permettrait une augmentation de la production agricole et l’amélioration du niveau des barrages.

La récolte des 4,5 millions d’hectares emblavés en céréales principales est estimée ainsi à 98,2MQx, en augmentation de 23% par rapport à la campagne précédente selon le ministère de l’agriculture. Le secteur agricole serait marqué également par une bonne production des autres cultures, notamment les cultures maraichères et l’arboriculture fruitière ainsi que par une progression des activités de l’élevage.

Compte tenu de l’amélioration de 5,1% des activités de la pêche maritime, après une baisse de 8,3% enregistrée en 2017, la valeur ajoutée du **secteur primaire** devrait afficher une hausse de 3,1% en 2018 après une forte croissance de 13,2% en 2017, contribuant ainsi pour 0,4 point à la croissance du Produit Intérieur Brut après 1,6 point une année auparavant.

De leur côté, **les activités non agricoles** poursuivraient leur tendance haussière, passant de 2,8% en 2017 à  3,1% en 2018, sous l’effet conjoint de la reprise des activités secondaires et tertiaires.

Au niveau du secteur secondaire**, les industries de transformation** continueraient en 2018 leur reprise entamée l’année précédente avec une croissance de 2,8% au lieu de 2,2% en 2017. Cette amélioration, qui resterait en dessous de 4,7% réalisée, en moyenne, entre 2007 et 2011, serait principalement le fait des industries orientées vers l’export, en l’occurrence, l’automobile, l’aéronautique, la chimie, la confection et l’agroalimentaire, en ligne avec les perspectives d’amélioration de la demande étrangère adressée au Maroc de 4,8% en 2018, au lieu de 4,6% en 2017.

**Le secteur du bâtiment et travaux publics** serait marqué par une légère amélioration de sa valeur ajoutée, avec 1,5% en 2018 après 0,7% en 2017. Ceci s’explique notamment par l’amélioration prévisible du secteur des travaux publics qui devrait bénéficier de la poursuite de plusieurs programmes et projets d’infrastructures. Toutefois, le secteur du bâtiment demeure caractérisé par un stock de produits toujours difficile à écouler, en plus de la persistance de plusieurs contraintes relatives essentiellement à l’accès au financement, au foncier et à la fiscalité.

Concernant **le secteur minier**, la production du phosphate roche continuerait de bénéficier de la dynamique de la demande des industries locales de transformation. Ainsi, la valeur ajoutée minière devrait afficher un taux de croissance de 8% en 2018 après le net rebondissement de 16,5% enregistré en 2017. Cependant, la surabondance de l’offre mondiale des fertilisants et la volatilité des cours internationaux agricoles demeureraient des facteurs, parmi d’autres, qui pourraient atténuer la dynamique de la demande étrangère adressée au Maroc sur les produits miniers.

Dans ces conditions, **le secteur secondaire** poursuivrait en 2018 sa tendance haussière réalisant un taux de croissance de 3,2%, maintenant ainsi sa contribution à 0,8 point à la croissance économique.

De leur côté, les activités du **secteur tertiaire** continueraient à soutenir l’activité économique nationale en 2018, suite notamment à l’amélioration des activités des services marchands de 3,1% après 2,6% en 2017. Celles des services non marchands s’accroitraient au même rythme qu’en 2017 soit 3,1%. L’évolution des services marchands s’explique en particulier, par la bonne tenue des activités touristiques et des services rendus aux entreprises ainsi que par la poursuite de la tendance haussière des activités du commerce, en liaison avec le bon comportement des activités agricoles et du commence extérieur.

Le **secteur touristique** continuerait d’afficher une bonne performance avec une croissance de 6,8%, bénéficiant d'une conjoncture mondiale favorable et plus particulièrement de la reprise économique prévue dans les principaux pays émetteurs. Le secteur devrait aussi tirer profit des efforts consentis en matière de promotion de la destination marocaine auprès des opérateurs asiatiques émergents (Chine, Inde) et celle des marchés traditionnels, ainsi que de la mise en place de nouvelles liaisons aériennes.

Les **activités des transports** dégageraient une valeur ajoutée en accroissement de près de 3,6% en 2018, bénéficiant aussi bien de l’impact positif de la bonne année agricole que du dynamisme ascendant des activités non agricoles.

**Le secteur de poste et de télécommunication** connaitrait, de son côté, une reprise de 2,8% grâce notamment au développement du parc internet suite à la stratégie visant la généralisation de l’accès à internet haut et très haut débit. Quant au parc de la téléphonie mobile, il devrait connaitre une saturation, celui de la téléphonie fixe poursuivrait sa tendance baissière.

Globalement, **le secteur tertiaire** devrait réaliser une hausse de 3,1% après 2,7% enregistrée en 2017 et sa contribution à la croissance du PIB devrait s’améliorer à 1,5 point.

Dans ces conditions, et compte tenu d’une évolution notable de 3,1% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, **le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une croissance en volume de 3,1% en 2018 au lieu de 4,1% réalisée en 2017.** Cette croissance devrait évoluer dans un contexte économique caractérisé par une reprise de l’inflation intérieure. Ainsi, le **niveau général des prix**, appréhendé par l’indice du prix implicite du PIB augmenterait d’environ 1,7% au lieu de 0,8% enregistré en 2017.

Le ralentissement de la croissance économique se traduirait par de faibles créations nettes d’emploi en 2018. Avec l’hypothèse d’une légère baisse du taux d’activité, le taux de chômage se situerait, ainsi, à 10,4% au lieu de 10,2% enregistré en 2017.

* **Les composantes de la demande**

La demande intérieure continuerait de tirer la croissance économique nationale. Elle serait portée par la consolidation de la consommation des ménages et de l’investissement. Quant à la demande extérieure, elle afficherait à nouveau une contribution négative à la croissance et ce en dépit de l’amélioration prévue de la demande mondiale adressée au Maroc.

La consommation des ménages résidents devrait s’accroitre de 3,3%, bénéficiant de l’accroissement des revenus agricoles et de la consolidation prévisible de la croissance des activités non agricoles. Sa contribution à la croissance devrait passer de 2 points en 2017 à 1,9 point en 2018. La consommation des administrations publiques devrait, de sa part, s’accroitre de 1,9% en volume, avec une contribution de 0,4 point à la croissance économique. En somme, la consommation finale nationale augmenterait de 3%, dégageant ainsi une contribution de 2,3 points à la croissance en 2018.

De son côté, la formation brute du capital fixe (FBCF) continuerait d’être soutenue par la poursuite des grands projets et par la reprise progressive des activités industrielles. Elle connaitrait une hausse de 5,6% en volume, portant sa contribution à la croissance économique à 1,6 point en 2018 après une contribution négative de 0,2 point en 2017. En intégrant la variation des stocks, l’investissement brut s’accroitrait de 4,8% en volume et sa contribution à la croissance serait de 1,6 point.

Au total, avec une croissance de 3,5% en 2018, la **demande intérieure** devrait améliorer sa contribution à 3,8 points à la croissance du PIB au lieu 3,6 points en 2017.

Quant à **la demande extérieure**, les exportations de biens et services devraient s’accroitre en volume de 6,9% en 2018 au lieu de 10,9% en 2017, alors que les importations en volume augmenteraient de 7,1% au lieu de 7,4%. Etant donné l’importance du volume des importations par rapport à celui des exportations, la contribution de la demande extérieure serait négative de 0,7 point en 2018 au lieu d’une contribution positive de 0,5 point l’année précédente.

* **Le financement de l'économie**

**Les finances publiques** devraient clôturer l’année 2018 sur un déficit budgétaire en légère accentuation, après une période de rééquilibrage qui a permis d’alléger ce déficit de 5,1% du PIB en 2013 à 3,4% en 2017. Cette situation serait due d’une part au recul du rythme d’accroissement des recettes ordinaires, et d’autre part à la rigidité à la baisse des charges budgétaires notamment celles de la masse salariale.

Ainsi, les recettes ordinaires devraient être limitées à 21% du PIB en 2018, au lieu d’une moyenne de 22,1% entre 2013 et 2017. Ceci est le résultat essentiellement du repli des recettes fiscales qui atteindraient 18,7% du PIB et des recettes non fiscales, qui continueraient d’évoluer sur une tendance baissière pour atteindre 1,9% du PIB en 2018 au lieu d'une moyenne de 2,9% du PIB durant la période 2013-2017. La baisse des recettes non fiscales serait attribuable, notamment, au recul des recettes de monopoles et des dons reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

Au plan des dépenses publiques, les actions de rationalisation devraient maintenir les dépenses ordinaires en biens et services à 15,4% du PIB en 2018 au lieu de 16,2% durant la période 2013-2016. Les charges courantes de la dette publique seraient limitées par rapport au PIB à 2,5% au lieu de 2,6% entre 2013-2017. De même, les dépenses budgétaires de la compensation devraient se contenir aux environs de 15 milliards de dirhams en 2018, pour représenter 1,3% du PIB.

Dans ces conditions et compte tenu de la hausse des dépenses d’investissements des administrations publiques, représentant 6,1% du PIB en 2018, le déficit budgétaire devrait se situer à 3,9% du PIB en 2018, en accentuation par rapport à 3,4% enregistré en 2017.

Pour couvrir ce déficit, l’Etat fait recours aux emprunts extérieurs et intérieurs. Ainsi, le taux d’endettement global du trésor passerait de 65,1% du PIB en 2017 à 65,7% en 2018, dépassant largement le seuil de 58,1% du PIB enregistré durant la période 2010-2015. De ce fait, et en tenant compte de la dette extérieure garantie, le taux de la dette publique globale devrait s’accentuer davantage pour atteindre 82,6% du PIB en 2018 au lieu de 82% en 2017 et 81,6% en 2016 et 70,6% en moyenne durant la période 2010-2015.

**Au plan des finances extérieures**, les exportations de biens et services devraient enregistrer une hausse de 8,2% en 2018, profitant particulièrement de la poursuite du renforcement des ventes des produits des métiers mondiaux et des produits de phosphate et dérivés. Les importations, de leur côté, devraient enregistrer une augmentation de l’ordre de 8,7% au lieu de 7,6% en 2017. Cette hausse serait tributaire à l’accroissement des besoins de l’économie en matières premières, en biens d’équipements et en biens de consommation. Elle serait due également à la hausse des prix du pétrole qui devrait atteindre 70$/baril en 2018 au lieu de 54,4$/baril en 2017 et à celle des cours des autres matières premières non énergétiques en hausse de près de 5%.

Dans ces conditions, le déficit commercial passerait de 17,9% du PIB en 2017 à 18,5% en 2018 et le déficit en ressources devrait atteindre 10% du PIB au lieu de 9,5% en 2017.

**Dans l’ensemble, l’économie nationale** connaitrait en 2018 une accentuation des besoins en financement. En effet, l’accroissement du PIB à prix courant de 4,8%, face à un accroissement de la consommation finale nationale de 5,3%, dégagerait une épargne intérieure de l’ordre de 22,8% du PIB en 2018.

Compte tenu des revenus nets en provenance du reste du monde, qui devraient représenter 5,9% du PIB, l’épargne nationale atteindrait 28,7% du PIB en 2018. Avec un investissement brut représentant 32,8% du PIB, le compte épargne-investissement dégagerait ainsi un déficit en légère accentuation, se situant à 4,1% du PIB au lieu de 3,7% en 2017.

**Le marché monétaire**, de son côté, devrait afficher une situation de liquidité bancaire peu favorable, marquée par la poursuite de la baisse du niveau de disponibilité en réserves internationales entamée en 2017. Ces dernières s’établiraient à près de 232,5 MMDH en 2018, ce qui assurerait la couverture de plus de 4,8 mois d’importations de biens et services au lieu de 5,4 mois en 2017. Par ailleurs, les crédits bancaires, après l'évolution positive à deux chiffres enregistrée durant la période 2008-2012, ils ont entamé une série de décélérations. Leur rythme d’accroissement qui est passé à 3,6% entre 2013-2017 ne dépasserait pas 3% en 2018. Les réductions successives du taux directeur par la Banque Centrale ne sembleraient pas devoir améliorer cette tendance.

Dans ce contexte, et en prenant en compte les perspectives de croissance économique en 2018, la masse monétaire connaitrait une hausse de près de 5,1% en recul par rapport à 5,5% enregistrée en 2017.

1. **Perspectives de l’économie nationale en 2019**

Les perspectives économiques nationales pour 2019 se basent sur des hypothèses afférentes aux nouvelles tendances de l’environnement international, notamment l’évolution des prix des matières premières et de la demande mondiale adressée au Maroc. Elles supposent, également, la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2018, et une production céréalière moyenne durant la campagne 2018/2019, accompagnée de la consolidation des autres cultures et des activités de l’élevage.

* **Composantes de l’offre**

Sur la base de ces hypothèses, le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait enregistrer, une hausse de 2,9% en volume en 2019 au lieu de 3,1% estimée pour 2018. Ce ralentissement de la croissance économique serait attribuable au léger recul de la valeur ajoutée du secteur primaire, malgré la consolidation des activités non agricoles.

Les activités non agricoles devraient poursuivre leur tendance haussière entamée depuis 2016 pour enregistrer un rythme de 3,2%, attribuable notamment à l’amélioration conjointe des activités secondaires et tertiaires respectivement de 3,3% et 3,1% en 2019.

Le secteur primaire, en dépit du recul prévisible de la production des cultures céréalières, continuerait de bénéficier de la consolidation des autres cultures agricoles et de l’élevage. Il dégagerait, ainsi, une valeur ajoutée en légère baisse de près de 0,3% après les bons résultats réalisés durant les deux dernières années, ce qui témoigne d’une tendance à une relative résilience des activités agricoles par rapport aux conditions pluviométriques.

* **Les composantes de la demande**

La croissance économique serait soutenue en 2019 globalement par la contribution de la demande intérieure qui devrait atteindre 3,2 points au lieu de 3,8 points en 2018.

Dans ce cadre, la croissance de la consommation finale nationale se maintiendrait à 3% en 2019. **La consommation des ménages résidents,** constituant plus de la moitié du PIB, progresserait de 3,4% au lieu de 3,3% en 2018. Soutenue par les transferts des Marocains Résidant à l’Etranger ainsi que par la poursuite de la maitrise de la hausse du niveau général des prix intérieurs à près de 1,3%, elle devrait contribuer pour 2 points à la croissance du PIB au lieu de 1,9 point en 2018.

**La consommation des administrations publiques**, quant à elle, ne s’accroitrait que de 1,7% en 2019, en relation avec l’orientation des pouvoirs publics de rationaliser les dépenses budgétaires de fonctionnement, dans l’objectif de la maitrise du déficit budgétaire. Sa contribution à la croissance du PIB resterait autour de 0,3 point.

L’investissement devrait bénéficier, de son côté, en plus des effets de la poursuite de la politique des grands projets, de l’impact des réformes économiques et institutionnelles entreprises pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers, notamment dans les secteurs de l'énergie et des industries de l’automobile. C’est ainsi que l**a formation brute du capital** **fixe** (FBCF) devrait s’accroitre de 3,6% et sa contribution à la croissance devrait rester aux environs d’un point. En intégrant la variation des stocks, l’investissement brut devrait connaitre une hausse de 2,6% en volume et sa contribution à la croissance serait de près de 0,8 point.

Au plan **des échanges extérieurs**, l’évolution des importations de biens et services en 2019 serait impactée par l’effet multiplicateur du dynamisme de la consommation et de l’investissement. Toutefois, et en tenant compte des efforts de rationalisation des produits importés, les importations en volume devraient s’accroitre de 6,2% au lieu de 7,1% en 2018, alors que le rythme d’accroissement des exportations se maintiendrait à 6,9%. Dans ces conditions, la contribution des échanges extérieurs à la croissance économique resterait négative de l’ordre de 0,3 point.

* **Financement de l’économie**

L’évolution des finances publiques en 2019, se base sur une reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2018, notamment en matière de renforcement des recettes fiscales et de la poursuite de l’effort d’investissement. Dans ce cadre, les recettes ordinaires représenteraient prés de 20,8% du PIB en 2019, en raison notamment du maintien de la part des recettes fiscales qui se situeraient à prés de 18,7% et celle des recettes non fiscales qui n’atteindraient que 1,8% du PIB.

Les dépenses ordinaires quant à elles, se seraient maitrisées à un niveau de près de 18,9% du PIB, suite principalement à la rationalisation des dépenses des biens et services à prés de 15,1% du PIB et au maintien des dépenses de compensation et celles du service de la dette publique respectivement à prés de 1,3% et 2,5% du PIB.

Sous l’hypothèse d’un ratio des dépenses d’investissement de prés de 6% du PIB en 2019, le déficit budgétaire devait atteindre 3,6% du PIB en 2019 au lieu de 3,9% en 2018 et 3,4% en 2017.

Dans ces conditions, le taux d’endettement du Trésor se situerait à près de 65,9% du PIB en 2019 et la dette publique globale représenterait 82,9% du PIB au lieu de 82,6% pour 2018.

Au plan de financement monétaire, compte tenu des prévisions de croissance économique nationale pour 2019, de l’évolution du niveau général des prix et avec l’hypothèse de consolidation du stock de réserves internationales aux environs de 4,7 mois d’importations de biens et services, la masse monétaire devrait s’accroitre de 4,8% au lieu de 5,1% en 2018.

Dans l’ensemble, le PIB aux prix courants devrait s’accroitre de 4,2% en 2019 et la consommation finale nationale de 4,5%, induisant ainsi une stagnation de l’épargne intérieure à 22,6% du PIB en 2019. En prenant en considération les revenus nets en provenance du reste du monde, l’épargne nationale serait maintenue à 28,6% du PIB. Avec un investissement brut qui atteindrait 32,5% du PIB en 2019, le besoin de l’économie nationale en financement extérieur devrait se situer à 3,9% du PIB en 2019 au lieu de 4,1% du PIB en 2018.

**Conclusion**

Les perspectives de l’économie nationale en 2018 et 2019 s’inscrivent dans la tendance des dernières années concernant la situation macroéconomique et qui est caractérisée par une maitrise des équilibres financiers, interne et externe, et une évolution modérée de l’inflation, mais marquée par un ralentissement de la croissance économique autour de 3% en moyenne. Cette situation est encore fragilisée par le contenu de la croissance en emploi qui n’a cessé de régresser, conduisant à une tendance à la hausse du taux de chômage qui serait à 10,4% en 2018. Ce dernier aurait pu être plus accentué si ce n’était la baisse continue du taux d’activité qui a baissé de 50% en 2009 à 46,7% en 2017. A titre illustratif, le taux de chômage aurait pu se situer en 2018 à 16% si le taux d’activité était maintenu à son niveau de 2009.

La maitrise des déficits interne et externe cache les distorsions structurelles induites par l’évolution économique dans le pays. La baisse du déficit budgétaire interne est réalisée davantage grâce à la rationalisation des dépenses de fonctionnement en biens et services et la réduction des dépenses de compensation, qu’à une hausse des recettes publiques. Le ratio apparent de ces dernières par rapport au PIB est en baisse continue depuis 2012 en perdant 2 points de pourcentage du PIB, au moment où les dépenses budgétaires ont été réduites de 6,5 points de pourcentage, particulièrement celles liées à la compensation avec une baisse de 5 points de pourcentage.

Certes, l’effort de rationalisation a permis de contenir le besoin de financement du Trésor, mais il est à craindre, qu’avec le rétrécissement des marges de manœuvres dans ce compartiment, que le déficit budgétaire ne reprenne une tendance à l’accentuation en présence de dépenses d’investissement en augmentation et de recettes courantes en perte de vitesse, sous l’effet du ralentissement de l’activité économique. Les recettes de l’impôt direct sur les sociétés et de l’impôt indirect, dont l’évolution est fortement liée à l’activité économique, ont perdu respectivement 0,7 et 1,1 point en pourcentage du PIB depuis 2012, date où ce ralentissement de la croissance économique nationale commençait à se manifester.

De même, la baisse du déficit externe a été réalisée grâce à une décélération des importations en relation avec le ralentissement qu’a connu la demande intérieure. Certes, avec des recettes d’exportations en amélioration et celles des transferts courant consolidant leur niveau par rapport au PIB, ce déficit a pu être contenu à des niveaux soutenables. Mais, il est à souligner qu’avec une demande intérieure rigide à la baisse et potentiellement sujette à l’augmentation, particulièrement la consommation des ménages et de l’investissement productif, les importations sont susceptibles de reprendre leur tendance à la hausse en présence d’une structure économique nationale incapable de satisfaire les besoins de la demande domestique et par conséquent d’accentuer les besoins de financement de l’économie nationale.

**Evolution du Produit Intérieur Brut en volume selon les prix de l’année précédente (En %)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **2016** | **2017** | **2018\*** | **2019\*\*** |
| Valeur ajoutée du secteur Primaire…..  Valeurs ajoutées non agricoles................  Secteur Secondaire……….….…..…………  Secteur tertiaire…..………………….….…... | -12,5  2,2  1,0  2,9 | 13,2  2,8  3,1  2,7 | 3,1  3,1  3,2  3,1 | **-0,3**  **3,2**  **3,3**  **3,1** |
| Valeur ajoutée totale………………….…… | 0,1 | 4,3 | 3,1 | 2,7 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)…………………………..……. | 8,8 | 2,8 | 3,1 | 4,2 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 3,1 | 2,8 | 3,1 | 3,3 |
| **PIB en volume…………………………….** | **1,1** | **4,1** | **3,1** | **2,9** |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 1,4 | 0,8 | 1,7 | **1,3** |

(\*) : Estimations du HCP, (\*\*) : Prévisions établies par le HCP pour 2019.

**Equilibre Ressources-Emplois en volume (variation en %)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **RUBRIQUES** | **2016** | **2017** | **2018\*** | **2019\*\*** |
| **PIB…………………………………….…** | **1,1** | **4,1** | **3,1** | **2,9** |
| **Consommation finale, dont:…** | **3,1** | **3,0** | **3,0** | **3,0** |
| -Ménages résidents……..…………. | 3,7 | 3,5 | 3,3 | **3,4** |
| -Administrations publiques........... | 1,5 | 1,5 | 1,9 | **1,7** |
| **FBCF…………………………..……………** | **8,7** | **-0,8** | **5,6** | **3,6** |
| **Exportations de biens et services…** | **5,5** | **10,9** | **6,9** | **6,9** |
| **Importations de biens et services…** | **14,7** | **7,4** | **7,1** | **6,2** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations du HCP (\*\*) : Prévisions du HCP

**Ratios des autres indicateurs macroéconomiques en % du PIB**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **2016** | **2017** | **2018\*** | **2019\*\*** |
| Epargne Intérieure…………………..…..  Epargne Nationale ….…………..……….…  Investissement Brut…………….…..………  Solde de financement. …………………….  Déficit budgétaire ….………………………  Dette Publique globale……………………  Dette de Trésor…….…………………………  Réserves en mois d’importations …… | 22,4  28,4  32,6  -4,3  -4,3  81,6  64,9  6,0 | 23,1  28,9  32,6  -3,7  -3,4  82,0  65,1  5,4 | 22,8  28,7  32,8  -4,1  -3,9  82,6  65,7  4,8 | **22,6**  **28,6**  **32,5**  **-3,9**  **-3,6**  **82,9**  **65,9**  **4,7** |

(\*) : Estimations du HCP, (\*\*) : Prévisions établies par le HCP pour 2019.

1. Perspectives de la Banque Mondiale –Juin 2018 [↑](#footnote-ref-2)
2. FMI-OCDE et Banque Mondiale [↑](#footnote-ref-3)